



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 449 du 2 octobre 2026

Les hypocrites messes papales prêchent la résignation face à la barbarie du chaos capitaliste, vive la révolte de la jeunesse pour ses droits et la paix

La révolte de la jeunesse contre la violence sociale et le déferlement de violence policière et politique dont elle-même et ceux qui la soutiennent sont l'objet de la part du pouvoir, du bloc réactionnaire et d'extrême droite ainsi que des médias aux ordres soulignent l'hypocrisie de toutes ces bonnes âmes pâmées lors de la visite du pape le week-end dernier en France. Tout ce que le pays compte de conservateurs ou de francs réactionnaires étaient alors aux anges. Enfin ils croyaient rencontrer une image d'eux-mêmes plus ouverte et sympathique, un petit miracle en fait, rêvant d'une communion nationale qui, selon les écrits d'un journaliste du *Parisien*, « dépassait la foi entre des Français de toutes origines et de toutes couleurs, de tous les milieux et de tous les âges sans aucune distinction ». Et Macron de fantasmer à voix haute, espérant dans son salut au pape lors de son départ lundi, après avoir assisté à la messe de celui-ci à Metz, qu'il avait vu « une nation fervente, unie et heureuse » !

L'opium du peuple ne laisse pas indifférents ces dirigeants désespérés mais leurs peurs et leur violence resurgissent vite !

Quatre jours durant, les champions de la République laïque pour qui « la chrétienté est un élément fondateur de l'identité nationale », Macron en tête, les politiciens qui distillent régulièrement leur haine des migrant-es sans oublier les racistes notoires dont l'antisémitisme refait surface ont bu les paroles du pape et applaudi à la mise en scène de la propagande religieuse de la chrétienté organisée à coups de millions et d'un large déploiement de... l'État. Tous les médias aussi obséquieux que leurs patrons politiques ou financiers, les mêmes qui habituellement nous assomment avec les discours du RN ou de ses rivaux de la droite extrême et avec les commentaires guerriers, étaient au paradis, imprégnés d'onction et de béatitude papale oubliant un instant jusqu'à la dénonciation des migrant-es et des « assisté-es »...

Un discours papal plein de complaisance en réalité avec les dirigeants de ce monde se livrant à un éloge aussi flagorneur à l'égard de ceux auxquels il s'adressait que ces derniers à son égard. Et qui voudrait nous faire croire que

la terre deviendrait un paradis si nous nous soumettions au représentant du Christ sur terre dans le respect de l'ordre établi et des États ! Qui nous prêche en un mot, à coups de millions, la résignation.

Ce grand show d'hypocrisie collective et d'État n'a pas réussi à faire oublier au bon peuple de France, à sa jeunesse, ni leurs conditions de vie sur cette terre ni le monde barbare dans lequel ils vivent.

A Metz, fin de son périple, le pape a vanté « le droit international et le multilatéralisme » qui « soulignent l'égalité effective des États dans leurs relations mutuelles et constituent le meilleur antidote à la volonté de domination, qui est à l'origine de tout conflit. » Pour conclure : « Aujourd'hui, les relations humaines, et entre les États, sont de plus en plus barbares. » Un monde sans espoir si ce n'est de se soumettre en attendant le paradis... au ciel.

La révolte de la jeunesse construit plus qu'un espoir sur terre, un autre avenir, le sien et celui de toute la société. Sa révolte est le fruit et la réponse à la barbarie du capitalisme en déroute, elle ouvre la voie à une contestation globale de leur vieux monde.

A l'ONU, Trump fait du « droit international » le droit à la guerre économique et militaire globalisée...

Au même moment, Trump, à la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU, censée défendre ce même droit international, se vantait avec arrogance d'avoir bafoué celui-ci en justifiant non seulement sa guerre contre l'Iran mais aussi le coup de force des USA au Venezuela pour enlever son président Maduro, l'étranglement de Cuba accusé d'avoir « noué des liens avec des groupes subversifs et radicaux tels que le Parti communiste des États-Unis, Antifa et les Socialistes démocrates d'Amérique », et le bombardement de petits bateaux soupçonnés de transporter de la drogue vers les USA qui a fait au moins 234 morts.

Trump s'est aussi félicité d'avoir réduit de 15 % le budget de l'ONU, la fin des subventions états-uniennes étrangeant les programmes internationaux de santé et d'aide

aux réfugiés désormais incapables de continuer à venir en aide à des millions de personnes à travers le monde.

Se félicitant du fait que le conseil de sécurité de l'ONU avait adopté une résolution condamnant les « *attaques terroristes* » de l'Iran contre le transport maritime commercial, Trump a appelé « *toutes les nations à se joindre à nous [les USA] pour imposer un isolement économique total à l'Iran, jusqu'à ce que ce pays cesse ses attaques contre le transport maritime commercial, renonce à ses ambitions nucléaires et mette fin à son soutien au terrorisme* ».

Sur l'Ukraine, Trump s'est fait fort, une fois de plus, d'arrêter la guerre : « *Nous parviendrons à régler cette affaire ; cela va se faire. Je pense que ce sera plus rapide que ce que les gens imaginent.* ». « *Si nécessaire* », a-t-il ajouté, il utiliserait les nouveaux pouvoirs de sanction via des droits de douane pour empêcher l'achat du gaz et du pétrole russes par des pays tiers.

« *Alors que d'autres parlaient, j'ai agi*, a continué à fanfaronner Trump. *Alors que d'autres évoquaient la paix, je l'ai instaurée. Alors que d'autres ignoraient les menaces, je les ai affrontées. Alors que d'autres parlaient de courage, l'Amérique en a fait preuve. Alors que d'autres promettaient la force, je l'ai utilisée pour faire de l'Amérique la nation la plus puissante du monde* ».

La vantardise de Trump contraste avec la réalité des rapports de force. La « *nation la plus puissante du monde* » ne parvient à imposer sa loi ni à l'Iran qui a le contrôle du détroit d'Ormuz ni aux milices houthies qui contrôlent celui de Bab el-Mandeb ni à Poutine. Ni a fortiori à la Chine devenue la principale concurrente des États-Unis, d'ancienne « *colonie de toutes les nations* » qu'elle était jusqu'à la 2^{ème} guerre mondiale, puis atelier des multinationales occidentales dans les années 1990-2000 à la première puissance industrielle mondiale aujourd'hui.

... Puis cherche à négocier avec le plus fort de ses concurrents

Alors que les USA ont menacé les pays qui commerceraient avec l'Iran de graves sanctions, on voit mal comment ils pourraient imposer quoi que ce soit à la Chine qui en est le premier partenaire commercial.

Aussi Trump choisit-il de négocier avec elle. Il a littéralement déroulé le tapis rouge devant Xi Jinping, reçu avec tout le faste possible à Washington du 23 au 25 septembre, lequel Xi Jinping ne s'est pas rendu à l'Assemblée générale de l'ONU qui se tenait au même moment à New-York, préférant sans doute ne pas être en situation de devoir répondre publiquement aux vantardises grossières de Trump.

Mais l'apparat et les sourires de circonstance masquent mal les tensions dues à la concurrence entre les deux puissances capitalistes.

Au printemps 2025, Trump avait déclaré avec son « *Liberation Day* », une guerre commerciale au monde entier à coups de droits de douane proportionnels au déficit des États-Unis avec chaque pays. La Chine avait été la plus fortement attaquée, la plupart de ses exportations à des-

tinuation des USA taxées à hauteur de 51 % mais elle avait contre-attaqué et Trump avait dû en partie reculer. Le niveau de taxation effective des produits chinois aux États-Unis est redescendu à 22,8 % aujourd'hui, après 33,65 % en janvier 26.

Au final, la rencontre entre Trump et Xi Jinping s'est résu-mée à un geste d'apaisement dont Trump lui-même avait besoin et dont Xi Jinping fait une démonstration de force. Le seul résultat tangible en est le prolongement de deux mois d'un double moratoire conclu jusqu'au 10 novembre lors de leur dernière rencontre à Pékin les 14 et 15 mai derniers. L'un suspendait l'élargissement du contrôle par Pékin des exportations de terres rares et de batteries à haute énergie, l'autre l'interdiction par les États-Unis de la vente aux Chinois de puces américaines avancées pour l'intelligence artificielle. Un accord dont le contenu montre à quel point les deux économies rivales sont inter-dépendantes.

Cette trêve commerciale est ainsi prolongée jusqu'au 10 janvier 2027, une trêve commerciale qui, comme les cessez-le-feu militaires en Ukraine ou au Moyen-Orient, n'est que la continuation de la concurrence mondiale et militarisée au mépris des peuples.

L'explosion du bloc des vieilles puissances impérialistes occidentales

Cette obligation de devoir négocier avec la Chine est bien l'expression et la conséquence du déclin de la puissance états-unienne que Trump avec son projet « *Make America great Again* » se faisait fort de restaurer.

Déjà en 2001, la guerre menée par Bush fils au lendemain du 11 Septembre contre les pays de « *l'axe du Mal* », de l'Afghanistan jusqu'à la Libye, avait débouché sur le chaos au Moyen-Orient et le développement des courants du terrorisme islamiste qu'elle prétendait combattre. Au final, les États-Unis ont dû retirer leurs troupes et de l'Irak en 2011 et d'Afghanistan, en 2021.

La guerre que Trump a déclenchée contre l'Iran le 28 février dernier tourne au fiasco. La puissance régionale qu'est l'Iran lui tient tête et en fermant le détroit d'Ormuz crée une crise mondiale de l'énergie. Les milices houthies, bien moins qu'un État, aggrave celle-ci en fermant le détroit de Bab el-Mandeb et en empêchant l'Arabie saoudite d'exporter son pétrole.

La vague des révolutions anticoloniales, puis l'intégration au marché capitaliste mondial des États qui en sont nés, suivis par ceux nés de la dislocation du bloc dominé par l'URSS, ont changé la face du monde. La mondialisation et la financiarisation de l'économie mises en œuvre dans les années 1980-2000 pour enrayer la baisse du taux de profit ont développé l'industrie dans le monde entier et fait émerger de nouvelles puissances capitalistes. Les 193 États représentés à l'assemblée générale de l'ONU la semaine dernière en donnent une image qu'il faut compléter par l'existence des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du sud rejoints par d'autres puissances régionales dont l'Iran, l'Égypte, l'Arabie saoudite).

Les rapports internationaux fondés sur la domination d'une poignée de puissances impérialistes dominées par la Grande-Bretagne puis par les seuls États-Unis et l'Otan sont révolus. Ce qui faisait la puissance des USA, leur domination incontestée sur le monde et la solidité de leurs alliances a été mis à mal par l'offensive violente de Trump contre ses alliés même. Face à son offensive commerciale, l'UE, divisée et éclatée, s'est inclinée, le Canada, non. De nouveaux rapports internationaux se sont instaurés, fondés sur les lois du marché, tout se prend de force ou se négocie en fonction du rapport de force économique et militaire. La marchandisation de la planète atteint un sommet, globalisant le chaos de la concurrence mondialisée et militarisée.

L'escalade sans fin de la guerre économique et militaire

Les raisons de ces bouleversements ne sont pas à chercher dans la personne même de Trump mais dans les besoins de l'oligarchie des milliardaires aux USA et plus globalement du monde entier du fait de la crise de rentabilité du capital. Celui-ci a besoin de générer toujours plus de profits, d'aggraver l'exploitation, pour valoriser l'énorme masse de capitaux spéculatifs en circulation 24 heures sur 24 partout dans le monde, sous peine d'un effondrement du système financier. La concurrence pour accaparer les ressources naturelles et les fruits du travail humain, exacerbée par l'arrivée de nouvelles puissances capitalistes et la raréfaction de ces ressources fait rage et c'est cette concurrence qui se prolonge sur le terrain militaire.

Le besoin, la nécessité d'accaparer plus de richesses est à l'origine de la multiplication des conflits.

La guerre est à l'ordre du jour dans la propagande qui nous est infligée quotidiennement. La production d'armements est devenue un secteur plein d'avenir, fabuleux moyen de subventionner les capitalistes puisque l'État est son client et que ses débouchés sont inépuisables, les munitions étant destinées à ne servir qu'une fois. Les budgets des armées augmentent partout, la nécessité de s'armer comme de payer une dette creusée par les subventions aux capitalistes n'est pas contestable, l'utilité n'en est même pas discutée par des classes politiques aux ordres du capital, seule l'est la manière dont les gouvernements vont prendre de l'argent sur les services publics, la protection sociale, dans les poches des plus pauvres.

Macron va-en-guerre, l'ennemi est d'abord dans notre propre pays

L'État français qui a hérité une bonne dose de parasitisme de son empire colonial et une industrie de l'armement disproportionnée par rapport à sa puissance réelle, a trouvé en Macron son va-t-en guerre. Mouche du coche des grandes puissances, il offre partout ses services pour aider à la résolution des crises internationales. Chantre de la coalition des Volontaires pour l'Ukraine, le voilà à la manœuvre dans la guerre au Moyen-Orient pour annoncer l'envoi de soldats français en soutien à l'Arabie saou-

dite pour protéger ses installations pétrolières contre les milices houthies et lutter contre... la flambée des prix des carburants !

En France même, la militarisation de la société s'accélère, un nouveau « service national », militaire autrement dit, a été créé au volontariat d'abord comme en Allemagne où il suscite une opposition massive de la jeunesse. La propagande guerrière qui va jusqu'à envisager le sacrifice de ses enfants pour la France comme l'a fait l'an dernier le chef d'état-major des armées, Mandon, est incessante. L'armée est associée aux établissements scolaires à travers les « classes défense » et cette année il est demandé aux enseignants de commémorer les morts de la guerre de 14-18 le 11 novembre.

Le budget de Macron-Lecornu pour 2027 prévoit une saignée supplémentaire de 54 milliards d'euros sur les dépenses de l'État utiles à la population, aggravant les conditions de vie des plus pauvres, tandis qu'il augmente de 6,4 milliards d'euros le budget militaire et offre de nouveaux allègements de charges au patronat. Il compte sur la non-censure du Rassemblement National à qui il offre une mesure raciste et xénophobe, l'instauration pour les étrangers d'un délai de carence avant de pouvoir bénéficier de certaines allocations sociales.

Face à cette offensive réactionnaire et militariste, dans le pays la colère monte.

Mardi dernier, entre 200 et 300 000 travailleurs de la Fonction publique et pompiers en ont été l'expression par la grève et les manifestations. Mais il est clair que le Medef et le gouvernement ne céderont pas si les travailleur-es du public comme du privé restent prisonniers de l'organisation routinière par les directions syndicales engluées dans le dialogue social de journées d'action sans lendemain.

Financiers, patrons, État ont un objectif clair et déterminé, dans leur guerre sociale qui vise à leur donner les moyens de mener leur guerre économique et militaire sur le marché mondial pour défendre les profits et les intérêts des gros actionnaires.

Ils ne reculeront que si nous sommes capables de nous organiser pour remettre en cause leur pouvoir et leur domination qui conduisent la société à la catastrophe.

La lutte pour nos droits est indissociable de la lutte contre la guerre pour en finir avec leur vieux monde failli.

La révolte de la jeunesse ouvre la voie aux travailleur-es pour ensemble mettre fin à leur guerre sociale, économique, militaire

La jeunesse des lycées en prend conscience. Elle l'a montré en faisant irruption dans les cortèges du 29, en étendant son mouvement les jours suivants malgré le déchaînement de violence de la police de Macron et du Medef, en le renforçant aujourd'hui malgré le lock-out organisé par le gouvernement alors qu'il s'étend aux facs.

Malgré la répression massive et brutale, à coups de lacrymos et LBD, de déploiements massifs de policiers dans

les quartiers des lycées, en particulier dans les banlieues populaires, les lycéens ont été de plus en plus nombreux à exprimer leur révolte contre leurs conditions d'étude déplorables, la sélection de Parcours Sup, l'absence de perspectives d'avenir, le racisme et la guerre, contre le génocide palestinien en premier lieu.

C'est bien pour défendre leur avenir, celui de la société que les jeunes se révoltent. Ils ont raison.

Leur courage et leur détermination font paniquer le pouvoir et sont en train de donner confiance aux travailleur·es, aux classes populaires. Ils appellent au soutien et à la soli-darité face à la répression, la journée du 6 octobre en sera l'occasion. Ils nous encouragent à nous mobiliser aussi pour affronter ce pouvoir en perte.

Alors que la bourgeoisie s'apprête à confier le pouvoir à l'extrême droite raciste, antisémite, pour mettre le pays au pas, nous faire la guerre pour mener leur guerre économique, nous ne pouvons plus nous laisser enfermer dans le piège du dialogue social ou des illusions électorales.

Nous avons besoin de discuter des moyens d'enrayer leur offensive, de nous organiser.

Le lien entre la lutte pour nos droits, contre le budget pour les salaires et la lutte contre la guerre économique et militaire, pour en finir avec le capitalisme et instaurer la coopération des peuples et la paix devrait être mis au cœur des préoccupations, de la propagande de toutes les organisations du monde du travail, de la jeunesse.

Toutes nos résistances, nos mobilisations, nos luttes, nos grèves posent de fait la question du militarisme, de l'armement, du nationalisme et de la concurrence capitaliste qui font des travailleur·es les soldats de la guerre économique et militaire que les capitalistes se mènent pour le partage des richesses produites par le prolétariat dans le monde.

S'opposer à la mondialisation de la guerre, c'est lier le combat pour nos droits, nos salaires et nos conditions de vie, contre la flambée des prix du carburant à la lutte contre le capital et l'État, l'armée, la police qui le servent, pour l'expropriation des profiteurs de guerre comme TotalEnergies, nous organiser pour diriger nos luttes, propager l'antimilitarisme.

Pas une vie, pas un euro, pas une arme pour leurs guerres !

Galia Trépère